

Mercredi (après-midi) 11 juin 2014

Direction de l'économie publique

71 2014.0104 Motion 042-2014 Rüfenacht (Biel/Bienne, Les Verts) Nouvelles tâches dans le domaine de la protection de la nature: initiative cantonale

N° de l'intervention: 042-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 28.01.2014
Déposée par: Rüfenacht (Biel/Bienne, Les Verts) (porte-parole)
Siegenthaler (Rüti b.Büren, PBD)
Aebi (Hellsau, UDC)
Reber (Schangnau, UDC)
Cosignataires: 0
N° d'ACE: 591/2014 du 7 mai 2014
Direction: Direction de l'économie publique

Nouvelles tâches dans le domaine de la protection de la nature: initiative cantonale

Le Conseil-exécutif est chargé de déposer à la Confédération une initiative cantonale dans laquelle seront formulées les demandes suivantes :

La Confédération met à disposition les moyens nécessaires pour la mise en œuvre des nouvelles tâches incombant aux cantons pour la protection de la nature, notamment des tâches suivantes :

- a) Mise en œuvre de la Stratégie Biodiversité Suisse
- b) Mise en œuvre du réseau Emeraude (Convention de Berne)
- c) Mise en œuvre de la loi fédérale sur la protection des eaux, dans sa teneur révisée
- d) Mise en œuvre de la Politique agricole 2014-2017

La RPT doit fonctionner de telle manière que les objets et espèces d'importance nationale sont financés à 100 pour cent par la Confédération. Les cantons, logiquement, financent les objets d'importance régionale et locale. La Confédération finance les objets d'importance nationale, les cantons les objets d'importance cantonale, tel doit être le principe qui régit cette répartition des tâches.

Développement

L'Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage WSL a montré que pour la mise en œuvre des tâches relevant actuellement de la protection de la nature, il faut nettement plus d'argent que ce que la Confédération et les cantons mettent aujourd'hui à disposition. Et malgré cela, la Confédération délègue sans cesse de nouvelles tâches aux cantons, sans pour autant mettre à disposition les moyens nécessaires. De plus, bon nombre de tâches sont aujourd'hui cofinancées par la Confédération et le canton. En raison de la situation financière qui est la sienne, le canton de Berne est toujours moins en mesure d'accomplir les tâches qui lui incombent et celles qui viennent s'y ajouter. Le nouveau programme 2014-2017 du service compétent illustre parfaitement ce propos.

Bien sûr, la Confédération doit pouvoir soutenir des projets et tâches d'importance régionale ou locale, quand ces projets répondent à ses préoccupations.

Le désenchevêtrement du financement des tâches contribue grandement à la simplification des processus administratifs.

Dans sa réponse à l'interpellation 089-2013, le Conseil-exécutif énumère les risques qui y sont liés : « Sans ressources fédérales supplémentaires, les moyens financiers limités du canton pourraient avoir les conséquences suivantes:

Pas de renversement de la tendance à l'érosion des valeurs naturelles: la perte d'éléments naturels à tous les niveaux de biodiversité ne pourra pas être enrayerée. La tendance ne peut pas se renverser. *Les contributions fédérales ne peuvent pas être exploitées de manière optimale:* la

protection de la nature et la compensation écologique sont des tâches accomplies conjointement et donc en partie cofinancées par la Confédération et le canton. Il est déjà difficile pour ce dernier de mettre sa part à disposition et il n'est pas exclu que, vu les moyens insuffisants dont il dispose, il ne pourra pas exploiter la totalité des contributions fédérales.

Nécessité accrue de fixer des priorités: les nouvelles tâches devront être effectuées sans ressources supplémentaires. C'est pourquoi des priorités doivent être fixées pour l'ensemble des activités.

Impératifs d'efficacité plus élevés: des mesures organisationnelles doivent accroître l'efficacité.

Charge de travail du personnel: il faut éviter que le personnel ne soit soumis à plus de pression grâce à des priorités plus fortes et une meilleure efficacité. »

Réponse du Conseil-exécutif

Comme l'écrivent à juste titre les motionnaires pour développer leur demande, les ressources financières disponibles pour mettre en œuvre les tâches relevant de la protection de la nature sont actuellement insuffisantes. D'après les estimations de l'étude WLS mentionnée dans la motion, les charges nécessaires pour l'entretien des biotopes d'importance nationale atteignent à elles seules 148 à 183 millions de francs par année au niveau suisse (soit le double de la somme actuellement mise à disposition).

La nature ne connaît aucune frontière administrative ou politique, elle fonctionne au niveau mondial. C'est pourquoi il est essentiel que les différents partenaires concernés collaborent efficacement au maintien de la biodiversité.

Selon la Constitution fédérale, la protection de la nature est du ressort des cantons (art. 78, al. 1 Cst.). La Confédération légifère toutefois sur la protection de la faune et de la flore (art. 78, al. 4 Cst.). Elle désigne également les biotopes d'importance nationale (art. 18a, al. 1 LPN) mais confie la mise en œuvre aux cantons (art. 18a, al. 2 LPN). Les cantons veillent pour leur part à la protection des biotopes d'importance régionale et locale ainsi qu'à la compensation écologique (art. 18b, al. 1 et 2 LPN). Les tâches sont réparties de manière plus détaillée au niveau cantonal. Ainsi, le canton est compétent pour les objets régionaux tandis que les communes « exécutent la législation sur la protection de la nature au niveau local » (art. 14, al. 2 et art. 16, al. 1 de la loi sur la protection de la nature).

La nouvelle péréquation financière (RPT) vise à désenchevêtrer les tâches de la Confédération et des cantons, le principe étant que les tâches fédérales sont financées par la Confédération et les tâches cantonales par les cantons. Dans le cadre de la RPT, la Confédération achète des prestations de protection de la nature aux cantons mais n'assume que partiellement leur coût. A titre d'exemples, la Confédération paie au canton de Berne 50 pour cent en moyenne des prestations qu'il fournit pour les objets d'importance nationale, 20 pour cent pour les objets régionaux et 50 pour cent à peine pour les projets de protection des espèces. Le canton de Berne assume donc une partie considérable des coûts d'exécution pour les biotopes et les espèces d'importance nationale alors que la Confédération ne contribue que très modestement au financement des charges inhérentes aux objets régionaux. De plus, les charges administratives engendrées par le reporting et le controlling sont considérables.

En résumé, les nouvelles tâches mentionnées par les motionnaires augmenteront considérablement les charges cantonales, que ce soit au niveau du personnel ou des finances. Comme le Conseil-exécutif l'a déjà expliqué dans sa réponse à l'interpellation 089-2013 « Nouvelles tâches dans le domaine de la protection de la nature » du 18 septembre 2013, la Confédération doit mettre à la disposition des cantons les ressources financières leur permettant de mener à bien les tâches qu'elle leur confie, ce d'autant plus que nombre de cantons connaissent une situation financière difficile. Pour que les cantons puissent véritablement exécuter la législation dans le cadre de leurs possibilités financières, la RPT doit être modifiée conformément aux exigences de la motion dans le domaine de la protection de la nature. Le Conseil-exécutif approuve par conséquent ces exigences et propose l'adoption de la motion.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption

Daphné Rüfenacht, Biel/Bienne (Les Verts). Heute ist eine spannender Tag! Nachdem wir heute morgen die Kulturlandinitiative einreichen konnten, möchten wir heute noch über die Finanzierung

des Naturschutzes sprechen. Zuerst danke ich dem Regierungsrat für die gute Aufnahme unserer Forderung. Damit zeigt er, dass er sich um unsere Kantonsfinanzen bemüht. Was wollen wir mit dieser Standesinitiative? Der Bund übergibt dem Kanton im Bereich des Naturschutzes in den letzten Jahren immer mehr Aufgaben, doch er finanziert sie nicht. Unsere Forderung ist ganz einfach: Was der Bund entscheidet, soll er auch bezahlen! Was der Kanton entscheidet, soll dieser bezahlen! Der Naturschutz ist keine freiwillige, schöne Aufgabe, um das Gewissen zu beruhigen, sondern ein Gesetzesauftrag. Der Regierungsrat zeigt in seiner Antwort auf die im letzten Herbst behandelte Interpellation zum gleichen Thema, dass der Kanton Bern bereits heute zu wenig Ressourcen zur Verfügung stellt, um diese Aufgaben gemäss Gesetzesauftrag zu erfüllen. Ich kann es ganz klar sagen: Wir verlangen mit unserer Motion hier keine zusätzlichen Aufgaben im Naturschutz. Entscheiden Sie also bitte über die vorliegende Forderung und nicht über Forderungen, die hier nicht gestellt werden und die Sie suggestiv hineindenken. Der Kanton steht finanziell schlecht da! Die bisherigen Grossräte erinnern sich bestimmt an die Spardebatte vom letzten November. Daher bitte ich Sie, unsere Motion aus finanzpolitischen Gründen zu unterstützen.

La présidente. J'ai encore une question avant que l'on ne continue. Est-ce que cette motion est contestée? – Oui. Nous continuons, M. Siegenthaler en tant que motionnaire. Vous n'avez que trois minutes.

Heinz Siegenthaler, Rütli b. Büren (PBD). Worum geht es in dieser Motion? Geht es um die Förderung grüner Massnahmen, um Umweltschutzmassnahmen oder nicht? Aus meiner Sicht geht es eben nicht um dieses Thema, sondern um die Bundesgesetzgebung, die hier Vorgaben macht. Es geht um eine finanzpolitische oder ordnungspolitische Motion. In der Regierungsantwort können Sie lesen, dass die Aufgaben des Bundes und der Kantone mit dem Neuen Finanzausgleich NFA entflochten werden sollen. Dabei gilt folgender Grundsatz: Der Bund bezahlt die Bundesaufgaben und der Kanton bezahlt die kantonalen Aufgaben.

Im Rahmen des NFA kauft der Bund Naturschutzleistungen beim Kanton ein, aber bezahlt sie nicht zu hundert Prozent. Das ist der Grund für diese Motion. Wir kennen dieses Problem auch auf der Ebene von Kanton und Gemeinden. Stellen Sie sich vor, der Kanton verlangt etwas von den Gemeinden und bezahlt dies nachher nicht. Wir haben den Vertreter des Verbandes Bernischer Gemeinden hier und dieser würde sich ganz vehement wehren, wenn so etwas geschehen würde. Stellen Sie sich vor, der Kanton würde sich gegenüber den Gemeinden so verhalten, wie es der Bund mit den Kantonen macht!

Daher gilt es, hier ein klares Zeichen zu setzen: Das akzeptieren wir nicht mehr! Wir wollen nicht, dass der Bund bei den Kantonen Dinge bestellt und sie dann nicht bezahlt! Es geht nur darum, geschätzte Frauen und Männer. Beachten Sie das bitte. Ich weiss, es gibt Stimmen, die sagen: Ja hier geht es um Umweltschutz und um grüne Dinge, das wollen wir nicht! Aber es geht eben nicht darum. Letztlich sind die Bauern davon betroffen. Diese Massnahmen sind alle freiwillig. Wenn man der Motion zustimmt, befiehlt man keine zusätzlichen ökologischen Massnahmen, was wir als BDP ja auch unterstützen. Also es geht hier um eine reine finanz-ordnungspolitische Massnahme und ich bitte Sie, dieser Motion zuzustimmen.

La présidente. J'ai encore une information. Quand il y a plusieurs motionnaires, il faut que vous regardiez entre vous quel motionnaire présente la motion en tant que motion; il a alors cinq minutes, si l'on est en débat libre. Si vous êtes trois motionnaires, les deux autres motionnaires peuvent venir après en tant qu'intervenants personnels. Donc, avec M. Heinz Siegenthaler, j'ai fait une faute. Sachez-le, en tant que co-motionnaire, vous avez le droit de venir plus tard et vous n'avez que trois minutes. M. Reber a la parole pour l'UDC.

Fritz Reber, Schangnau (UDC). Ich bin erstaunt, dass diese Motion bestritten ist und dass sie vor allem aus mir sehr sympathischen Kreisen bestritten ist. Hierbei geht es um ein finanzpolitisches Anliegen, das den Kanton ja entlastet und nicht zusätzlich belastet. Ich glaube, dass man hier nun noch ein Haar in der Suppe sucht, und das hat man wohl gefunden. Man wärmt nun fast ein agrarpolitisches Thema auf, und wir wissen alle, dass die neue Agrarpolitik des Bundes, die AP 14–17, umgesetzt ist. Sie geht in eine Richtung, die vielleicht vielen nicht passt, aber man sollte sich vielleicht damit abfinden. Ich meine, wenn schon etwas vom Bund kommt, dann soll der Kanton auch Möglichkeiten haben, und wenn er sie dann eben nicht hat, dann muss der Bund finanzieren.

Wenn jemand etwas befiehlt oder bestellt, dann soll er es auch bezahlen, wurde gesagt. Und hier war dies eben nicht der Fall. Ich finde es schade, wenn der Kanton Bern finanzpolitisch nicht mithelfen kann beim Bund, dass dann andere Kantone das schon abholen würden. In diesem Sinne finde ich es sehr wichtig, dass man die vorliegende Motion und Standesinitiative überweist und dem Bund den Mahnfinger zeigt; wenn er schon etwas will, dann soll er auch mitbezahlen. Ich bitte Sie, sich dies noch einmal gut zu überlegen und diese Standesinitiative zu überweisen.

La présidente. J'ai cru que vous étiez pour l'UDC M. Reber, donc vous n'auriez pas eu la parole maintenant. Ich muss es jetzt noch einmal sagen, denn die Übersetzung hat offenbar vorhin nicht geklappt: Wenn drei Motionäre eine Motion einreichen, dann müssen sie zusammen festlegen, wer diese Motion hier im Grossen Rat vertritt. Wenn die andern beiden wirklich auch noch sprechen wollen, können sie dies nachher als Einzelsprecher tun. Sie haben dann nur drei Minuten Redezeit und nicht fünf. Ist das jetzt klar? – Okay. Nun fahren wir weiter mit Monsieur Müller von der SVP.

Moritz Müller, Bowil (UDC). Wir haben diese Motion und Standesinitiative sehr tief diskutiert. Im Grundsatz finden wir sie gut. Wer fordert, soll auch bezahlen. Das ist wichtig und richtig! Bei uns bestehen aber Bedenken bezüglich der vier explizit aufgeführten Punkte, wonach diese Bereiche noch gefördert werden sollen und ausgeweitet werden. Es kann nicht sein, dass die landwirtschaftliche Produktion zurückgeworfen wird und man nur noch auf Naturschutz abstellt. Wir finden deshalb, wenn diese Motion nach dem zweiten Abschnitt aufhören würde und beim Komma ein Punkt wäre, dann könnten wir sie unterstützen. Aber mit den darunter stehenden vier Punkten können wir der Motion und der Standesinitiative nicht zustimmen. Auch wir fordern ganz klar, dass der Bund seine Forderungen bezahlen soll. Aber der Schutz soll nur dort gemacht werden, wo er wirklich notwendig ist. Die produzierende Landwirtschaft soll man nicht noch mehr mit einem Schutz beauftragen, der ins Exzessive getrieben wird. Darum stimmt die SVP-Fraktion dieser Standesinitiative grossmehrheitlich nicht zu.

Rita Haudenschild, Spiegel (Les Verts). Die Aufgaben im Naturschutz sind vielfältig und wurden in den letzten Jahren noch vielfältiger. Kanton und Gemeinden sollten Artenvielfalt fördern und pflegen, Gemeinden müssen neu alle Gewässerräume ausscheiden, der Kanton soll seine Bauern, auch wieder im Verbund mit den Gemeinden, bei der Umsetzung der AP 14–17 unterstützen. Es gibt noch viele weitere Beispiele. Das Prinzip, dass der Bund die Bundesobjekte und der Kanton die Kantonsobjekte finanzieren soll, leuchtet daher ein. Doch es ist aber noch nicht ganz Realität. Für die Grünen ist daher klar, dass wir diese Standesinitiative einstimmig unterstützen.

Erlauben Sie mir dazu noch einige Bemerkungen. Wenn dieser Geldsegen des Bundes fliessen soll, dann müssen wir auch darauf drängen, dass der Bund zudem Geld für den Vollzug bereitstellt und nicht nur für die Massnahmen. Ich sehe das in unserer Gemeinde. Der Naturschutz ist vor allem eine Verbundaufgabe von Bund und Kantonen, die sie aber eben auch zusammen mit den Gemeinden lösen. Wenn wir in der Gemeinde eine Projektidee haben, dann müssen wir sie mit unseren eigenen kommunalen Fachpersonen konkretisieren. In der Umsetzung haben wir mehrheitlich die Erfahrung gemacht, dass der Kanton die Massnahmen dann finanziell unterstützt. Das Geld kann aus dem Renaturierungsfonds kommen oder aus Bundesmitteln. Doch vorbereitet werden diese Massnahmen von der Gemeinde, von unseren Fachleuten. Für uns ist klar, dass diese Zuständigkeit aufrechterhalten werden muss, wenn die Bundesgelder fliessen sollen. Ich bin froh, dass das Thema mit dieser Standesinitiative aufs Tapet kommt, und ich hoffe natürlich, dass wir die zusätzlichen Mittel abholen können und sie uns auch zur Verfügung stehen. Ich bin auf jeden Fall mit unserer Gemeinde schon heute bereit und würde dann anklopfen, wenn Bundesmittel für die Aufgaben im Naturschutz, die Verbundaufgaben sind, zur Verfügung stünden. Die grüne Fraktion unterstützt diese Standesinitiative einstimmig.

Ulrich Stähli, Gasel (PBD). Ich bin in dieser Frage etwas befangen. Ich komme aus der gleichen Gemeinde wie Rita Haudenschild. Ich bin ein produzierender Bauer, stelle aber auch Ökoflächen bereit und nehme an einem Spezialprogramm teil, um an einem steilen Landstück eine Blumenwiese zu halten. Das bringt mir wahrscheinlich mehr ein, als wenn ich dort drei- oder viermal Heu ernten würde. Also bin ich ein bisschen befangen. Es geht aber in der Motion nicht darum. Es geht wirklich darum, dass der Kanton nicht für Dinge bezahlen muss, die der Bund befiehlt und bestellt. Vereinfacht gesagt, müssen neue Aufgaben – seien diese nun aus dem Naturschutz oder aus andern Bereichen – auch vom Bund bezahlt werden und nicht vom Kanton. Liebe Frauen und

Männer, Landwirtschaftspolitik ist nun einmal hauptsächlich Bundespolitik und nicht kantonale Politik!

Ich möchte noch etwas ganz persönliches zu meinen Berufskolleginnen und Berufskollegen von der SVP sagen: Als Bauer habe ich wahnsinnig Freude an produzierender Landwirtschaft. Es gibt doch nichts Schöneres – da können Sie mir sicher beipflichten – als ein goldenes Weizenfeld im August, das Brot gibt für Tausende von Menschen. Das ist doch etwas Wunderbares. Aber mit den heutigen Gegebenheiten in unserem Land – immer mehr Einwohner, immer mehr Menschen, die irgendetwas wollen – ist es halt einfach so, dass man eben auch Erholungs- und naturnahe Räume braucht, und ich glaube, wir dürfen uns dem nicht einfach verschliessen. Deshalb möchte ich Ihnen auch ein bisschen die Angst nehmen. Wenn wir diese Motion überweisen, heisst das noch lange nicht, dass wir nun einfach Tür und Tor für eine noch grössere und krassere Ökologisierung öffnen. Bei der vorliegenden Motion geht es ausschliesslich um die Kosten. Deshalb will ich Sie bitten, doch über Ihren Schatten zu springen und dieser Standesinitiative zuzustimmen, wie das übrigens auch die BDP-Fraktion tut. Wir stimmen mit einer Enthaltung zu.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR). Die FDP hat im Grundsatz Verständnis für die Motionäre dieser Standesinitiative. Was der Bund in Auftrag gibt, soll er auch mitfinanzieren. Wir haben aber Respekt vor den Bedürfnissen: Je mehr der Bund finanziert – oder man meint, er würde finanzieren – desto grösser werden dann auch die Bedürfnisse: Jetzt müssen wir noch das und das und das machen. Schon heute wird vom Bund sehr vieles vorgeschrieben. Dabei wird die Landwirtschaft – gerade im Berggebiet – schon sehr stark eingeengt und weil eben ungewiss ist, was da auf uns zu kommt, wird die Mehrheit der FDP diese Standesinitiative ablehnen.

La présidente. *(Monsieur Knutti se tient prêt à la tribune, en qualité d'orateur individuel, alors que c'est aux porte-parole des groupes de s'exprimer. La présidente en est avisée et elle corrige le tir.)* M. Knutti, pour qui parlez-vous? – Est-ce que j'ai encore des porte-parole de groupe? – M. Bhend pour le PS-JS-PSA.

Patric Bhend, Steffisbourg (PS). Ich kann es vorweg nehmen. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt diese Motion und damit die Standesinitiative. Was spricht dagegen, dass insbesondere die Biodiversitätsstrategie oder eben auch die Massnahmen zum revidierten Gewässerschutzgesetz umgesetzt werden? Und was spricht gegen den Grundsatz, dass derjenige, der befiehlt und die Vorgaben macht, auch bezahlt? Eigentlich nichts! Das haben wir hier im Grossen Rat schon sehr oft diskutiert, auch auf kantonaler Ebene. Ich erinnere beispielsweise an die Diskussion zur KESB, als andere Themen auf dem Tisch lagen. Dort soll der Kanton auch bezahlen, wenn er befiehlt wie es läuft. Diese Argumente habe ich hier gehört, und ich denke, diesen Grundsatz könnte man hier auch anwenden, wenn der Bund Auflagen macht. Daher ist es im Interesse von uns allen – ich denke auch vom Kanton Bern – hier auf der Stufe des Bundes vorstellig zu werden und zu versuchen, die heutige Praxis zu ändern. Daher unterstützen wir dieses Anliegen einstimmig.

La présidente. J'ai encore Mme Kronenberg pour les Verts libéraux. Y-a-t-il encore des porte-parole de groupe? Nous passerons ensuite aux intervenants à titre personnel. Vous avez la parole Mme Kronenberg.

Sabine Kronenberg, Biel/Bienne (pvl). Ich teile ihnen seitens der glp-Fraktion mit, dass wir diesen Vorstoss unterstützen. Es geht um anstehende Aufgaben, und für uns ist ganz klar, dass man hinschauen muss. In diesem Sinne war dieses Geschäft für uns intern nicht umstritten. Es ist ganz klar, dass es durchgehen muss.

La présidente. À titre personnel, M. Knutti.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). Meine drei bürgerlichen Kollegen in Ehren, aber ich möchte hier doch noch kurz darstellen, in welchen Engpass die bernische Landwirtschaft kommt, wenn diese Standesinitiative den Weg ins Bundeshaus auf sich nehmen müsste. Ich habe an sich nichts dagegen, dass sich der Bund bei neuen Aufgaben finanziell beteiligt. Aber wofür nun hier Geld gefordert wird, ist für mich schon etwas stossend. Ich möchte Ihnen kurz in Erinnerung rufen, was Artikel 104 der Bundesverfassung verlangt. «Der Bund sorgt dafür, dass die Landwirtschaft durch eine nachhaltige und auf den Markt ausgerichtete Produktion einen wesentlichen Beitrag leistet zur:

a. sicheren Versorgung der Bevölkerung [...]». Ja, geschätzte Kolleginnen und Kollegen, dieser Auftrag kann schon längst nicht mehr erfüllt werden, und als Berner Agrarkanton dürfen wir doch jetzt nicht den Fehler machen, den Bund aufzufordern, uns noch mehr aufzutragen und ihm mitzuteilen, dass wir noch mehr Naturschutz in unserem Kanton wollen. Das wäre aus meiner Sicht ein schlechtes Zeichen und ein Steilpass für den Ausbau von weiteren unsinnigen Projekten. Aktuell muss jeder Bauer sieben Prozent ökologische Ausgleichsfläche vorweisen. Schweizweit haben wir bereits zwölf Prozent und ich denke, das ist genug. Wir müssen uns vermehrt für die produzierende Landwirtschaft einsetzen. Wir Bauern wollen Unternehmer sein und für die Bevölkerung genügend Nahrungsmittel produzieren und nicht nur Geld einkassieren für die faktische Stilllegung unserer Felder.

In der Standesinitiative wird ja auch die Umsetzung der Agrarpolitik 2014–2017, die AP 14–17, erwähnt. Ich hoffe doch, dass jedem von uns klar ist, dass diese Agrarpolitik eine totale Fehlgeburt ist und wir dringend einen schnellen Kurswechsel brauchen. In den letzten zwölf Jahren sind in der Landwirtschaft 13 000 Bauernbetriebe verschwunden und rund 42 000 landwirtschaftliche Arbeitsplätze wurden abgebaut. Die landwirtschaftliche Nutzfläche reduziert sich jährlich um 2 000 Hektaren und ich glaube, so kann es nicht weiter gehen. Darum werden ja auch seit dem 11. Februar Unterschriften für eine nationale Ernährungsinitiative gesammelt, die verlangt, dass die einheimische Lebensmittelproduktion zur Versorgung unserer Bevölkerung gestärkt wird. Bereits über 130 000 Unterschriften sind in rund vier Monaten zusammengekommen. Das ist Zeichen genug für einen Kurswechsel, bevor die schweizerische Landwirtschaft in eine Landschaftsgärtnerei umgewandelt wird.

Hans Jörg Rüegsegger, Riggisberg (UDC). Der Grundsatz, dass der Bund das bezahlen soll, was er bestellt, wird von uns und von meiner Seite als Präsident des Berner Bauernverbandes nicht bestritten. Es ist wichtig, dass wir den Bund verpflichten, für künftige Neuaufgaben zu 100 Prozent Bundesgelder einzusetzen. Es ist aber schade, wenn man bei den Punkten 1–4 nicht noch den Zusatz vermerkt, woher dieses Geld kommen soll. Die Bezeichnung «der Bund» reicht uns nicht. Wir sollten sagen und klar beziffern können, von wo wir das Geld wollen. Ich komme noch zu einem Beispiel: Es ist für mich und für uns eine verpasste Chance, wenn ich sehe und feststelle, wie von hier zum Bundeshaus politisiert wird. Unsere Politiker im Bundesbern sollten einen klaren Auftrag bekommen und helfen, diesen umzusetzen. Es ist uns nicht egal, woher die finanziellen Mittel kommen. Ich gebe kurz ein Beispiel: Der Herdenschutz – vielleicht für einen Teil von Ihnen ein Fremdwort – läuft über das Landwirtschaftsbudget und soll ganz klar vom Bundesamt für Umwelt BAFU bezahlt werden. Bei den Gewässerräumen, wo das Bundesamt für Raumentwicklung ARE die Bestimmungen herausgibt, soll es auch das Geld sprechen und nicht das Bundesamt für Landwirtschaft BLW. Für mich ist diese Motion ganz klar eine verpasste Chance, als Kanton Bern national ein starkes Zeichen zu Gunsten der Berner Landwirtschaft zu setzen und auch dafür dass sie im Bundeshaus merken, dass der Kanton Bern genau hinschaut, was mit Bundesgeldern geschieht.

La présidente. Y-a-t-il encore des intervenants à titre personnel? – Sinon, je clos la liste.

Regina Fuhrer-Wyss, Burgistein (PS). Als Erstes möchte ich den Bundesverfassungsartikel 104 ergänzen. Es gibt dort nicht nur den Absatz «a. sichere Versorgung mit Lebensmitteln». Es gibt auch noch den Absatz b., in welchem es heisst, unsere Aufgabe sei auch der Erhalt unserer natürlichen Lebensgrundlage und die Pflege der Landschaft. Zudem ist klar, dass die Agrarpolitik 2014–2017 viele Veränderungen und Neuerungen gebracht hat. Vor allem wir Bauern und Bäuerinnen sind jetzt in der Umsetzung dieser Neuerungen stark gefordert. Es ist aber auch so, dass diese Agrarpolitik vorwiegend auf eidgenössischer Ebene festgelegt wurde. Die AP 14–17 ist nun definiert und die entsprechenden Gesetze sind verabschiedet. Einflussmöglichkeiten bestehen für uns zurzeit nur noch auf der Verordnungsstufe. Es ist auch klar, dass die Agrarpolitik und die Biodiversitätsstrategie heftig umkämpfte Kompromisse sind. Und wie es eben zu Kompromissen gehört, besteht auf allen Seiten eine gewisse Unzufriedenheit mit ihnen.

Doch der Widerstand gegen diese Standesinitiative – auch gerade von bäuerlicher Seite – ist für mich absolut nicht nachvollziehbar. Hier und heute handelt es sich nämlich nicht um die Frage, ob Sie mit dieser AP 14–17 einverstanden sind oder nicht, oder ob uns die Biodiversitätsstrategie gefällt oder nicht. Hier, bei dieser Standesinitiative geht es nicht um den Inhalt dieser Gesetze, sondern um die Frage der Finanzierung. Es ist wichtig, dass für die Erfüllung der Aufgaben, die in

diesen Gesetzen definiert sind, auch die notwendigen finanziellen Mittel zur Verfügung stehen. Wir haben gehört, dass das Geld für die Bundesaufgaben vom Bund kommen muss. Das ist der Inhalt dieser Standesinitiative. Der Bund muss für diese Bundesaufgaben bezahlen und der Kanton für Kantonsprojekte. Wir wissen alle, dass der Kanton Bern ohnehin stark gefordert ist, die finanziellen Mittel für die kofinanzierten Verbundaufgaben zur Verfügung zu stellen. Ich bedauere sehr, wenn jetzt aufgrund dieses Vorstosses irgendwelche Gräben zwischen Naturschutz und Landwirtschaft aufgedeckt werden.

Die Erhaltung und Förderung eines gesunden Ökosystems und die Produktion von Lebensmitteln müssen Hand in Hand gehen. Das ist wichtig für die Natur und das erwartet auch die Gesellschaft von uns. Ich bin überzeugt, dass die Unterstützung dieser Standesinitiative nicht nur im Interesse der Natur und im Interesse der Kantonsfinanzen ist, sondern eben auch gerade im Interesse von uns Bauern und Bäuerinnen. Eine gesicherte Finanzierung durch den Bund ist eine wichtige Voraussetzung, um die neuen Aufgaben zu gewährleisten. Ich hoffe, dass auch gerade die Bauern und Bäuerinnen hier im Saal dieser Standesinitiative zustimmen.

La présidente. Est-ce que je peux clore la liste après M. Schlup? – La liste est close.

Markus Aebi, Hellsau (UDC). Es war spannend, hier zuzuhören. Aus unserem Anliegen ist praktisch eine agrarpolitische Debatte entstanden. Ich kann es noch einmal wiederholen: Im Grunde sind wir uns alle einig, dass bezahlen soll, wer befiehlt. Das ist der Grundsatz. Als produzierender Bauer bin ich es gewohnt, qualitativ hochwertige Lebensmittel zu produzieren. Ich bin der Meinung, dass wir diese Qualität im Bereich der biologischen Standorte in den vier Punkten der Motion auch noch verbessern können. Dass dabei der Bund auch noch etwas Geld investieren soll, liegt eigentlich auf der Hand. Hans Jörg Rüegsegger, ich glaube nicht, dass der Kanton dem Bund vorschreiben kann, aus welchem «Kässeli» er dies finanzieren soll. Thomas Knutti, hier geht es nicht um Agrarpolitik. Mit dieser Motion geht es nicht darum, mehr oder weniger ökologische Flächen auszuscheiden, und es geht auch nicht darum, die Qualität anzuzweifeln, sondern es gilt, den Bund aufzufordern, mehr Mittel zur Verfügung zu stellen, damit wir die Qualität an diesen ökologischen Standorten verbessern können. Das ist alles.

La présidente. M. Studer et M. Schlup se préparent s'il vous plaît, on aimerait finir ce soir si possible.

Peter Studer, Utzenstorf (PBD). Was fordert diese Standesinitiative eigentlich? Es geht um die Umsetzung neuer Aufgaben im Naturschutz. Das ist das Zeichen, das der Agrarkanton Bern an den Bund aussendet. Die Schweiz strebt 444 000 Hektaren Fruchtfolgeflächen an. Der Agrarkanton Nummer Eins ist der Kanton Bern. Er hat 19 Prozent Fruchtfolgeflächen, nämlich 84 000 Hektaren. Er hat immer Mühe, produzierende Landwirtschaft darzustellen. Welches Signal sendet der Kanton an den Bund mit der Formulierung «Umsetzung neuer Aufgaben im Naturschutz»? Gleichzeitig verabschiedet das kantonale Amt für Landwirtschaft und Natur (LANAT) eine Agrarstrategie mit dem Ziel «Biokanton in ganz Europa». Werte Anwesende, das kann es nicht sein! Es ist sehr schade, dass der Agrarkanton Nummer Eins in der Schweiz solche Zeichen aussendet. Es betrübt mich auch ein bisschen, wenn ich einen solchen Vorstoss von vier Grossratsmitgliedern lese, ohne weitere Unterschriften, landwirtschaftlich nicht vorbesprochen, landwirtschaftlich nicht ausdiskutiert und landwirtschaftlich nicht einig, mit welchem Ansatz man dem Bund hier entgegenen möchte. Sie haben es vielleicht schon gemerkt: Man hat eine Motion eingereicht, mit der man die LANAT-Strategie stoppen will, weil sie genau darauf abzielt. Man vernachlässigt die produzierende Landwirtschaft.

Und etwas stört mich immer mehr: Sie sprechen immer von Aufgaben im Naturschutz. Haben sich diejenigen aus städtischem Gebiet schon einmal überlegt, wo man innerhalb der Städte auch Naturschutz umsetzen könnte, wo man auch mehr Grün wachsen lassen könnte? In Bern heisst es Stadtgrün, aber das Einzige, was sie machen, ist mit dem Sensenmäher alles wegzumachen und dadurch die kleinen Lebewesen zu vernichten. Warum nicht mehr Naturschutz in der Stadt Bern? Daher bitte ich Sie, diesen Vorstoss nicht zu unterstützen.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC). Wer bezahlt, der befiehlt. Dagegen hat sicher niemand etwas. Aber ich bin doch auch hellhörig geworden. Ich bin selber auch produzierender Bauer, habe sieben Prozent Ökofläche, freiwillig sogar mehr, denn ich habe auch selber Freude an diesen Blümchen.

Ich störe mich nicht daran. Ich denke, es geht hier auch nicht unbedingt darum, ob es sich um Landschaftsschutz, Naturschutz oder Landwirtschaft handelt. Aber in der Motion steht ganz klar «Neue Aufgaben im Bereich des Naturschutzes». Und dafür soll das Geld bereitgestellt werden. Werte Frauen und Männer, wir haben schon einige Male erlebt, dass es hiess, wir nehmen da 120 Mio. Franken auf der nationalen Ebene, die in die Landwirtschaft gehen. Und wohin gingen sie dann? Sie gingen vor allem in Planungsprojekte und teilweise in Vernetzungsprojekte. Und am Schluss heisst das, es geht in die Landwirtschaft. Das befürchte ich bei dieser Initiative. Es geht einmal mehr um Geld aus einem begrenzten Kässeli, wo es nachher heisst, es gehe in die Landwirtschaft und – sorry, meine lieben Frauen und Männer – Naturschutz ist nicht Landwirtschaft. Die beiden Bereiche gehören zusammen, wir sind sicher auf beide angewiesen, aber der eine ist Landwirtschaft und der andere ist Naturschutz.

Andreas Rickenbacher, directeur de l'économie publique. Ich danke herzlich für die angeregte landwirtschaftspolitische Diskussion. Der Vorstoss betrifft ja insbesondere Naturschutzaufgaben. Der Neue Finanzausgleich NFA – der ja 2008 in Kraft getreten und somit auch nicht mehr so neu ist – soll einen wichtigen Grundsatz erhalten: Im Bereich des Naturschutzes soll der Bund 100 Prozent der nationalen Aufgaben finanzieren. Dort kann er auch bestimmen. Auf der andern Seite sollen die Kantone die regionalen und kantonalen Objekte finanzieren. Meines Erachtens würde dieser Grundsatz recht gut funktionieren: Der Bund würde die Bundesobjekte bezahlen und der Kanton die Kantonsobjekte. Das wäre alles ganz gut geregelt, wenn es wirklich so funktionieren würde.

Nun müssen wir aber feststellen, dass den Kantonen bereits heute nicht genügend finanzielle Mittel für die Umsetzung der Naturschutzaufgaben zur Verfügung stehen. Nicht einmal für das, was wir heute machen müssten, haben wir genügend Geld! Das ist bereits ein erster Grund, warum der Regierungsrat der Meinung ist, man sollte diese Motion und die Standesinitiative überweisen. Das Ziel dabei müsste sein – und das ist der zweite wichtige Punkt – dass der Bund bei der Umsetzung von neuen Aufgaben auch die notwendigen finanziellen Mittel zur Verfügung stellt. In der Motion sind vier neue Aufgabenbereiche erwähnt: Erstens ist es die Biodiversitätsstrategie des Bundes – nicht vom Kanton Bern, wie von verschiedenen Sprechern fälschlicherweise gesagt wurde. Wir wollen nicht vom Kanton Bern aus zusätzlichen Naturschutz. Zweitens handelt es sich um das Smaragdnetzwerk, das auch in der ganzen Schweiz umgesetzt wird. Drittens geht es um die Umsetzung des revidierten Gewässerschutzgesetzes und viertens der Agrarpolitik 2014–2017, die keine kantonale Agrarpolitik ist, sondern ebenfalls vom Bund bestimmt wird.

Die von den Motionären genannten neuen Bundesaufgaben werden zu einer finanziellen Mehrbelastung der Kantone und auch des Kantons Bern führen. Das muss ich hier klar sagen! Auch aus diesem Grund ist der Regierungsrat klar der Meinung, dass der Bund auch die entsprechenden finanziellen Mittel zur Verfügung stellen muss, wenn er schon neue Aufgaben bestimmt und wenn er den Kantonen neue Aufgaben überträgt. Denn eines ist klar, sehr verehrte Grossratsmitglieder, die Staatsrechnungen der Kantone in der ganzen Schweiz kommen immer mehr unter Druck! Das zeigen die Staatsrechnungen jeweils eindrücklich. Die Staatsrechnung des Bundes andererseits schliesst jeweils sehr gut ab. Daher ist es von mir aus gesehen – als Kantonsvertreter, und das sind Sie schliesslich als Parlamentarierinnen und Parlamentarier auch – nicht verständlich, weshalb der Bund neue Aufgaben beschliessen soll und dann deren Finanzierung einfach den finanziell nicht so gut gestellten Kantonen überträgt.

Deshalb war für mich sehr wichtig, was Grossrat Siegenthaler von der BDP gesagt hat. Es geht hier eben nicht um Agrarpolitik und auch nicht um kantonale Finanzpolitik, sondern es geht hier im Grunde um Ordnungspolitik! Es geht nämlich um folgende Frage: Wenn eine staatliche Ebene – hier der Bund – neue Aufgaben beschliesst, soll er dann auch deren Finanzierung sicherstellen oder darf er diese einfach elegant auf die nächste Stufe hinunter delegieren? Ich glaube, dort ist innerhalb des Kantons Bern ordnungspolitisch jeweils relativ klar, wie es läuft. Wenn wir im Kanton neue Aufgaben bestimmen, dann achtet die Gemeindelobby – gerade hier im Parlament – sehr genau darauf, wer sie dann auch finanziert, und sie stellt jeweils klar, dass dann auch der Kanton für die Finanzierung geradestehen soll.

In diesem Zielbereich steht die vorliegende Motion. Der Bund bestimmt über neue Aufgaben und soll deshalb auch deren Finanzierung sicherstellen. Daher lädt Sie der Regierungsrat ein, diese Standesinitiative zu Händen des Bundes einzureichen.

La présidente. Nous passons donc au vote. Ceux qui acceptent cette initiative cantonale, Nouvelles tâches dans le domaine de la protection de la nature, votent oui, ceux qui la refusent

votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 94

Non 56

Abstentions 4

La présidente. Vous avez accepté cette initiative cantonale.